

Lutte de classe

Pour récupérer ces 360 milliards d'euros, ne faut-il pas abolir les institutions de la Ve République ?

« *N'y-a-t-il pas urgence à rompre avec les institutions de l'Union européenne qui commandent toute cette politique destructrice pour pouvoir dégager milliards sur milliards pour sauver les spéculateurs ?* » pouvait-on lire dans le communiqué du POI du jeudi 20 novembre.

Non, c'est la politique amorcée au début des années 70 par le capitalisme américain comme conséquence du développement du capitalisme au cours de 25 années qui a suivi la seconde guerre monde et qui avait aboutit à une nouvelle crise de surproduction et d'accumulation de capital, pour éviter qu'elle n'éclate, que le dollar fut affranchi de la tutelle et de la contrainte de l'or, afin d'inonder le marché américain (et le monde) de dollars et de financer sa politique impérialiste et guerrière à travers le monde. Pour simplifier, faire de l'argent avec de l'argent sans rien produire, c'était courir à la catastrophe. Mais le capitalisme conduit-il à autre chose ?

C'est le développement du capitalisme mondial dominé par l'impérialisme américain et dont le capitalisme français n'est qu'une des composantes, qui se traduit à chaque fois à la fois par une accumulation gigantesque de capitaux et à une destruction toujours plus importante de forces productive à un pôle, tandis qu'à l'autre pôle la paupérisation s'étend à une masse toujours plus importante de la population, qui est responsable de chaque crise et qui commande la politique destructrice mise en oeuvre par le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner.

Le donneur d'ordre, ce n'est pas l'Union européenne, mais les capitalistes qui concentrent le pouvoir et dirigent l'économie mondiale. De la même manière, tous les gouvernements ne font qu'obéir aux ordres de ces capitalistes.

L'Union européenne a pour principale fonction d'organiser et d'harmoniser la destruction des législations sociales et du travail favorables au prolétariat dans tous les pays qui la compose, afin de réduire le coût de la main d'oeuvre et d'augmenter la productivité des entreprises, afin de permettre aux capitalistes (et aux spéculateurs) de garantir ou d'augmenter leurs profits. Il faut encore préciser qu'il ne s'agit pas forcément de défendre les intérêts des capitalistes européens puisque les capitaux investis dans les institutions financières et les entreprises européennes proviennent aussi bien des Etats-Unis que de Chine ou du Japon notamment.

Ainsi, comme institution politique, l'Union européenne agit davantage pour le compte des capitalistes les plus puissants au détriment des capitalistes les plus faibles, contre le prolétariat international dans son ensemble. Et sa politique est subordonnée à l'impérialisme le plus puissant qui correspond aujourd'hui au capitalisme le plus développé. En concentrant à son tour toutes ces contradictions, elle se retrouve dans l'impossibilité d'adopter une politique indépendante des besoins de l'impérialisme américain dont finalement elle copie le modèle. Cela se traduit par des tensions dans le camp de chaque impérialisme et entre eux à l'intérieur de l'UE.

Qu'il s'agisse de la répartition du pouvoir à l'intérieur des institutions du capital ou lors du règlement de questions qui touchent l'ensemble des capitalistes, c'est le rapport de force qui existe entre eux sur le plan économique qui détermine la cote part que chacun doit verser ou recevoir afin de conserver un semblant d'unité du système capitaliste régulièrement conduit à la faillite. On pourrait même préciser au regard de ce qui s'est passé au cours des derniers mois, que la faillite d'un seul pays capitaliste entraînerait tous les autres à la faillite ou qu'elle constituerait une grave menace pour l'ensemble du capitalisme mondial, voir le cas de l'Islande, car sur le plan politique cela lui ferait courir un risque considérable.

Après avoir contribué artificiellement à l'extension du marché mondial au moyen d'un gigantesque endettement des Etats, des institutions financières, des entreprises et de la population, l'impérialisme américain et l'ensemble des économies capitalistes se retrouvent confronté à une réalité incontournable :

- un appareil productif mondial en situation de surproduction permanente face à un marché toujours trop étroit et fortement endetté pour absorber la totalité des marchandises produites, au moins la moitié de la population mondiale demeure exclue du marché ;

- un mode de production incapable de contenir les forces productives malgré les guerres et les formidables destructions auxquelles se livrent les capitalistes, le développement de la démographie mondiale lors des 60 dernières années ayant contribué à accentuer davantage la pression ou la force centrifuge exercée par le formidable potentiel en forces productives que représente dorénavant cette masse gigantesque de 3 milliards d'hommes et de femmes supplémentaires par rapport au milieu des années 40 qui ont besoin de travailler pour survivre ;

- l'incapacité de trouver des placements suffisamment rentables à court ou moyen terme dans l'industrie pour les masses colossales de capitaux qu'ils ont accumulés, les ont conduits à les détourner vers des placements financiers à risque sans qu'ils soient en mesure de savoir s'ils se transformeront un jour en profits ou en pertes, à tel point que les semaines précédentes les principales bourses du monde ont chuté ou progressé puis l'inverse de 10 à 15%, des proportions gigantesques qui représentent des milliers de milliards à l'échelle mondiale contribuant davantage à déstabiliser l'ensemble de l'économie mondiale ;

- ils ont contribué également à la socialisation de la production sur une échelle toujours plus vaste, à une concentration et une productivité toujours plus grande de l'industrie, éliminant des millions d'ouvriers de l'industrie pour les reconverter dans des secteurs d'activités improductifs dans les pays où le capitalisme était le plus développé, quand ils n'étaient pas réduits au chômage, tandis que des dizaines de millions de paysans allaient être convertis en ouvriers dans des pays où le coût de la main d'oeuvre était plus bas, donc sans qu'ils puissent consommer les marchandises qu'ils produisaient. Au partage de l'accumulation des richesses entre capitalistes correspond une plus grande répartition de la pauvreté à l'échelle mondiale ;

- pour garantir leurs profits ils ont maintenu la classe ouvrière des pays riches en matières premières à un niveau misérable, ils ont retardé le développement de l'Afrique et de l'Amérique latine qu'ils ont continué de considérer comme des colonies, au besoin en organisant des coups d'Etat militaires et en soutenant les pires régimes dictatoriaux. Ceci parce que l'origine de la plus-value provient de l'extraction des matières premières et que c'est l'ensemble des coûts de production entrant dans la fabrication d'une marchandise qui en détermine à la fois la valeur et le profit que l'on peut en attendre ;

- les classes moyennes, la petite bourgeoisie et les couches supérieures de la classe ouvrière ont été encouragées à s'endetter jusqu'au cou, permettant ainsi de financer la croissance économique à crédit, donc en masquant qu'en réalité elle n'existait pas ou était nettement inférieure aux chiffres annoncés. Notons au passage qu'elle était faussée par des jeux comptables qui ne pouvaient échapper à aucun ministre de l'économie ou dirigeant d'une banque centrale, ce qui permit à l'industrie financière, banques en tête, de s'en donner à coeur joie et de spéculer frénétiquement, camouflant leurs dettes colossales en les inscrivant au tableau de leurs actifs, petit jeu qui pouvait fonctionner tant que la valeur des actifs (immobilier) augmentaient (tout aussi artificiellement) et qu'ils engrangeaient des profits sur d'autres valeurs (pétrole et matières premières en tout genre, notamment alimentaires) et pourrait les déduire de leurs impôts, jusqu'au jour où la tendance du marché s'inverserait... ;

- les classes moyennes, la petite bourgeoisie et les couches supérieures de la classe ouvrière américaine pour absorber le surplus de la production mondiale et éviter une gigantesque crise mondiale du capitalisme, une fois leur crédit remboursé, elles ont été encouragées une nouvelle fois à s'endetter jusqu'au cou, cette fois par le biais de prêts hypothécaires, en prenant comme base de calcul, à la fois la valeur de leur bien immobilier qui n'avait cessé d'augmenter au cours des années précédentes pour atteindre une valeur qui n'avait plus rien à voir avec sa valeur réelle, et en partant du principe qu'il n'y avait aucune raison que le prix de l'immobilier ne cesse de monter dans les années à venir, ce qui en principe devait garantir à l'emprunteur de toujours pouvoir s'en sortir (si l'on peut dire !) en revendant éventuellement sa maison plus chère, sauf que les crédits variables contractés au début des années 2000 se sont transformés quelques années plus tard en noeud coulant passé autour du cou des emprunteurs les forçant à revendre leurs maisons (mi-2007), très rapidement des centaines de milliers puis des millions de familles américaines se sont retrouvées dans cette situation dramatique, telle une épidémie, cette situation conduira ensuite à la faillite banques et institutions financières en tout genre, sans oublier l'effondrement de la bourse qui traduit la perte de confiance des investisseurs dans le marché, entraînant l'ensemble du système capitaliste dans une crise mondiale sans précédent...

Si l'on devait rechercher le ou les responsables de la situation sociale à laquelle est confronté le prolétariat, on aurait apparemment que l'embaras du choix et on risquerait de s'y perdre ou de se fourvoyer à en désigner un plus qu'un autre.

C'est en réalité le système économique fondé sur la propriété privée des moyens de production qui en est le seul responsable.

Quant à déterminer à qui revient la responsabilité sur le plan politique de cette situation, demandons-nous quelles institutions légitiment le capitalisme, fonctionnent à son service et assurent sa pérennité.

Qui a décidé de verser 360 milliards aux banques et aux entreprises ? Qui a voté cette mesure ? Pourquoi aller chercher plus loin ? La réponse est contenue dans la question, rien de plus simple, non ?

Arrêtez-moi si je me trompe, c'est bien Sarkozy qui a décidé de verser cette somme à ces banquiers et patrons, non ? C'est bien l'Assemblée nationale, le Sénat avec la bénédiction du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat qui l'a approuvée, oui ou non ?

A ma connaissance, le chef de l'Etat, le président de la République, l'Assemblée nationale, le Sénat, le Conseil constitutionnel, le Conseil d'Etat font tous partie de la même institution : la Ve République.

Alors si vous voulez récupérer ces 360 milliards d'euros, ne faut-il pas abolir la Ve République ? Ne faut-il pas engager le combat dans cette voie ? Ne faut-il pas engager le combat pour chasser Sarkozy et son gouvernement ?

Abordons maintenant rapidement une autre question qui est liée à celle que nous venons de traiter, j'y reviendrai dans un autre texte en préparation.

Il faudrait relancer la production industrielle nous dit-on, qu'en est-il vraiment ? Le capitalisme d'Etat serait la panacée. Sarkozy a nationalisé les pertes et privatisé les profits, ce n'est pas bien. Vous me direz si finalement autre chose a été fait après-guerre. Oui, mais là vous touchez à un tabou, on s'en tape complètement, d'abord ce n'est pas un tabou, c'est un mensonge éhonté que l'on nous répète depuis plus de 60 ans ce n'est pas pareil, c'est plus grave.

Les routes, les ports, les aéroports, les voies ferrées, le charbon, l'acier, l'électricité, ce n'était peut-être pas pour que le capitalisme français se reconstruise le plus rapidement possible, pour que les entreprises puissent fonctionner à nouveau à plein régime, pour éviter que la crise politique se transforme en crise révolutionnaire, etc. ?

Mais non, mais non mon brave monsieur, c'était pour rendre service au bon peuple de France, pour lui donner du travail, d'ailleurs c'est bien simple, c'est lui-même qui était demandeur. Non, sans blague ? Et la meilleure, c'est qu'on n'a même pas été obligé de le forcer, il ressent spontanément le besoin de travailler ce peuple-là ! Formidable, cela force l'admiration. Bon on lui a un peu, disons beaucoup menti, il ne fallait pas qu'il se pose trop de questions, mais voyez-vous, l'important c'est qu'on l'a bien roulé et qu'il y croit encore. Dans quoi ? Mais dans les qualités vertueuses et éternelles du capitalisme voyons !

Vous avez raison, je n'avais pas percuté, le capitalisme et le capitalisme d'Etat, c'est du pareil au même ou plutôt ils sont complémentaires, l'Etat prend en charge ce qui n'est pas rentable pour les capitalistes ou réclame trop d'investissements, il s'endette auprès des banquiers et leur verse royalement des intérêts, les rentiers ont la belle vie dites-moi, vous avez tout compris. Et la cerise sur le gâteau, c'est que la population y trouve son intérêt. Non ? Si, à tel point qu'elle vous fout une paix royale ou presque pendant des décennies et chantent les louanges du capitalisme. Très fort. Mieux encore, quand vous privatisez les entreprises nationalisées et les services publics quelques décennies plus tard, seule une minorité se mobilise pour les sauver.

Et vous pensez que le nabot de l'Elysée va nous rejouer la même partition ? Le pire, c'est qu'il pourrait y être contraint malgré lui, mais franchement je ne le pense pas, il n'a pas été élu pour cela. De Gaulle n'avait pas été élu pour donner l'indépendance à l'Algérie. L'histoire leur joue de sacrés tours parfois vous savez.

Ils sont actuellement dans une situation critique aujourd'hui, ils ont bien conscience qu'ils pourraient tout perdre s'il tirait davantage sur la corde qui nous étrangle déjà, pas tout de suite évidemment, mais d'ici quelques années, très rapidement peut-être, ils n'en savent rien à vrai dire et c'est bien ce qui les effraie le plus, quand on voit à quelle vitesse tout s'écroule autour d'eux aujourd'hui, ils peuvent s'imaginer que la population pourrait prendre conscience de sa force très vite, c'est terrible comme perspective, d'ailleurs ce n'est pas pour des prunes qu'ils viennent de prolonger jusqu'en 2012 la loi anti-terroriste.

Alors ? Le parvenu pourrait conclure un pacte avec les banques pour ménager sa monture, qu'on le laisse colmater les brèches pour éviter une montée en flèche du chômage, par exemple il met en chantier quelques grands travaux, de toutes manières ce sont des entreprises privées qui feront le boulot donc l'argent ne changera pas de poche, et même si c'est l'Etat qui les entreprend, comme ils seront financés à crédit, les banquiers toucheront des intérêts, tout le monde s'y retrouvera et il aura gagné quelques mois de répit, peut-être plus, et s'il se démerde bien il sera même réélu en 2012, mais pour cela il va falloir qu'il marne sec d'ici là.

Et vous pensez que cela peut marcher ? Pourquoi pas, j'allais dit quand on n'a rien à perdre, mais c'est l'inverse qu'il faut dire, quand on a tout à perdre, on accepte quelques entorses aux principes qu'on s'était fixé, on fait preuve d'une fausse modestie, cela suffit souvent pour tromper son monde, mais je ne vous apprends rien. En effet, on en a vu d'autres ! La mauvaise nouvelle pour Sarkozy, c'est que les banquiers ne jouent pas le jeu apparemment, j'ai lu cela dans une dépêche, ils gardent le fric qu'il leur a versé, ils ne veulent pas le prêter aux entreprises. Non ? Si, même qu'il leur servirait à faire de bonnes affaires comme aux Etats-Unis avec le plan Paulson. Ils veulent tout faire péter vous croyez ? C'est possible, le désespoir pourrait les conduire à adopter le pire scénario ? Non ? Si, ce sont des économistes qui le disent et Bush refuse catégoriquement de sauver les constructeurs automobiles en faillite, en voilà une preuve. Incroyable, je trouvais cela encore inconcevable hier et la faillite de Lehman Brother fait réfléchir.

Et produire plus, vous trouvez que c'est une bonne idée ? Faut-il encore trouver des acheteurs ! La concurrence est rude. A qui le dites-vous, les autorités chinoises viennent de demander aux capitalistes de leur pays de baisser leurs prix pour continuer à vendre, donc à produire, donc à donner du travail à leurs centaines de millions d'ouvriers. Vous plaisantez ? Pas du tout, j'ai la dépêche de l'AFP sous les yeux. Il est mal barré le nabot, alors et les capitalistes français aussi ? A qui le dites-vous !

Plus sérieusement, produire davantage, si c'est pour aboutir à de nouvelles destructions, je ne vois pas vraiment en quoi on y aurait intérêt, il vaudrait peut-être mieux que tout s'écroule et aider le système capitaliste à s'effondrer, les grèves y contribuent. On va leur saper le moral aux capitalistes puisque c'est à la confiance qu'ils carburent, il faut les harceler, si tous les secteurs du prolétariat s'y mettent, quelque chose peut fermenter et produire ce que nous ne croyions pas possible hier encore, pas même aujourd'hui d'ailleurs.

Rappelez-vous que les bolcheviks n'avaient pas vu venir les soviets et qu'il leur avait fallu du temps pour y adhérer, pour finalement y reconnaître un des piliers fondateurs de l'Etat ouvrier à venir, génial.

En janvier 68, bien malin celui qui aurait prédit les prémices d'un processus révolutionnaire quelques mois plus tard.

Il est à mon sens plus urgent de rompre avec les institutions de la Ve République autour desquelles s'organisent tous les rapports dans la société, elles concentrent tout le pouvoir politique, donc si l'on prétend mener un combat politique et qu'on néglige ce qui incarne et concentre le pouvoir politique, on risque de se battre tout seul contre des moulins à vent, à Strasbourg ou à Bruxelles.